

100% À GAUCHE

Nos vies valent plus que leurs profits !

Liste anticapitaliste, écologiste, antiraciste et féministe .

présentée par la LCR, soutenue par Les Alternatifs & Citoyenneté Pour Tous - Motivées

1. *Martin NIVAULT, étudiant salarié, 24 ans*

2. *Nathalie JUIGNER, Employée de Vie Scolaire, 35 ans*

Une élection test contre N. Sarkozy, dans tout le pays et à Angers

- Un an après l'élection de Sarkozy, les promesses sur le pouvoir d'achat ont cédé la place à une vraie politique de droite : cadeaux fiscaux aux plus riches, refus d'augmenter les salaires, aggravation de la crise du logement, franchises médicales, attaques contre les retraites, casse du code du travail... Ce gouvernement mène, comme ceux qui l'ont précédé, une politique en faveur des plus riches, au détriment des salariés, des précaires et des pauvres.

Les élections municipales seront donc pour nous, les classes populaires, une première occasion d'exprimer notre rejet de cette politique et de ce gouvernement.

- Le leader de la droite angevine a conscience du mécontentement suscité par la politique de son camp au niveau national. Il cherche à faire oublier son appartenance à l'UMP en offrant des places sur sa liste à d'anciens membres de l'équipe sortante, issus du PS ou du MODEM, exactement à la manière de Sarkozy. Cela ne changera rien au contenu de sa politique s'il est élu !

⇒ Nous ne voulons pas de la droite à Angers

car ce serait moins de culture, moins d'employés communaux, plus de répression, notamment vis-à-vis des sans-papiers, moins de prévention, plus de cadeaux aux riches et plus d'austérité.

- Depuis des décennies, le PS mène une politique au service des grands groupes capitalistes contre les

salariés et les services publics. Pour garder un pied à gauche, il prétend pouvoir en adoucir les conséquences néfastes. Le "bouclier logement" créé à Angers en est un bon exemple : temporaire et dégressif, il ne fait qu'accompagner les hausses de loyer sans les combattre. La situation est encore pire dans les domaines autres que l'aide sociale ou la culture : la municipalité PS-Centristes y mène une politique qui ressemble à celle des villes de droite...

⇒ Il faut une autre gauche, 100% à gauche !

A Angers comme dans tout le pays, il faut une gauche indépendante du PS. Une gauche qui se situe clairement du côté des classes populaires et de la jeunesse et ait pour ambition de défendre leurs intérêts aussi fidèlement que la droite défend ceux des grands patrons du MEDEF.

- La LCR a donc décidé de présenter la liste **100% À GAUCHE** à ces élections, avec le soutien des **Alternatifs** et de **Citoyenneté Pour Tous**, et d'associer à cette liste anticapitaliste des salarié-e-s, des jeunes, des chômeurs, des habitants des différents quartiers d'Angers et des militant-e-s du mouvement social. Car il est urgent d'imposer tous ensemble un véritable partage des richesses et de satisfaire l'ensemble des besoins sociaux et environnementaux !

REUNION PUBLIQUE DE LA LISTE 100% A GAUCHE

MARDI 4 MARS 2008 à 20h30 - Salle THIERS, rue Thiers

Pluie de promesses... électorales !



On pourrait croire à un miracle : Sarkozy et Fillon ont retrouvé de l'argent dans les caisses de l'Etat ! Suffisamment pour augmenter le point d'indice des fonctionnaires de 0,5 % à partir du 1er mars, revaloriser de 25 %, d'ici 2012, le minimum vieillesse et accorder une avance de 200 euros pour les personnes titulaires de petites retraites.

Mais, derrière ces annonces, destinées avant tout à faire remonter sa cote de popularité, Sarkozy a également présenté, le 6 février dernier, l'agenda 2008 «des réformes» de la protection sociale, mettant encore plus en danger nos acquis sociaux.

UN CHEQUE ELECTORAL QUI EST LOIN, TRES LOIN DU COMPTE ...

A la sortie de la présentation de cet agenda, Sarkozy et Fillon mettent en avant la revalorisation de 25%, à partir de cette année et d'ici à 2012, du minimum vieillesse et la décision de porter à 60 %, au lieu de 54 % actuellement, le niveau des pensions de réversion. Quelle générosité ! Au bout de cinq ans, les 600 000 personnes visées par l'augmentation de ce minimum social vont espérer pouvoir atteindre les 785 euros par mois, contre 628 euros aujourd'hui. Autrement dit, elles seront, en 2012, toujours en dessous du seuil de pauvreté, estimé par l'Union européenne à 817 euros.

Ces annonces ne répondent donc en rien à la pauvreté des retraités et, surtout, cela laisse entier le problème du pouvoir d'achat, en recul constant depuis des années, des 13 millions de retraités. Et là, le gouvernement n'est pas parti pour inverser la tendance : pour 2008, les pensions ont été royalement relevées de 1,1 %, soit moins que le rythme actuel de l'inflation (2,5 %). Quant aux « petites » pensions proprement dites, abusivement assimilées dans son discours au minimum vieillesse, Nicolas Sarkozy n'a, à ce jour, rien promis de précis.

Les élections municipales de mars 2008 sont l'occasion de dire dans les urnes notre refus de la politique du gouvernement, de ses soutiens locaux et d'affirmer qu'une autre gauche est possible. J'apporte tout mon soutien à la liste 100 % à gauche, présentée par la LCR et conduite par Martin Nivault et Nathalie Juigner

OLIVIER BESANCENOT

... CACHANT DES ATTAQUES SANS PRECEDENT CONTRE LA PROTECTION SOCIALE

Derrière ces annonces électoralistes et destinées à faire remonter la cote de popularité de Sarkozy, la réunion du 6 février 2008, à l'Elysée, était, avant tout, destinée à fixer l'agenda des futures attaques sur la protection sociale dont l'essentiel devrait faire l'objet de lois d'ici l'été, ou, au plus tard, à l'automne.

Si l'on en croit cette réunion, la question des retraites devrait être traitée en avril et mai 2008 (le rendez-vous prévu par la loi de 2003, les nouvelles questions comme l'emploi des seniors, les droits familiaux, l'indexation...), puis, faire l'objet de décret ou de projet de loi. L'allongement de la durée de cotisation à 41 ans d'ici 2012 serait purement et simplement confirmé ! Du côté de l'assurance maladie, Sarkozy a annoncé la mise en place en 2009 du « cinquième risque de protection sociale », destiné à couvrir la dépendance des personnes âgées et qui fera certainement intervenir les assurances privées.

POUR NOS RETRAITES, NOTRE PROTECTION SOCIALE, IL EST URGENT DE SE MOBILISER !

Sarkozy et Fillon, à quelques semaines des municipales, marchent donc sur des oeufs. Mais nos retraites, notre protection sociale sont bel et bien dans le collimateur du gouvernement et du Medef. Plus que jamais, il sera important de se mobiliser tous et toutes ensemble, pour exiger un système égalitaire: retour aux 37,5 annuités pour tous et toutes, départ à la retraite à 60 ans, 55 ans pour tous les métiers pénibles.

Nous devons d'ores et déjà, partout où cela est possible, créer des collectifs unitaires sur les retraites et la protection sociale, préparer un mouvement d'ensemble pour faire reculer le gouvernement. C'est possible !

